

MARK COECKELBERGH

**Pourquoi
l'IA
fragilise
la démocratie
et comment
y remédier**

*Pourquoi l'IA fragilise la démocratie
et comment y remédier*

COLLECTION « TECHNOLOGIA »,
dirigée par Franck Damour et David Doat

*Ouvrage publié avec le soutien de l'Université catholique de Lille,
laboratoire ETHICS EA-7446, et la région Hauts-de-France.*

I^{re} PUBLICATION :

Why AI Undermines Democracy and What to Do About It, 2024 © Polity.

POUR LA VERSION FRANÇAISE :

© 2026, Hermann Éditeurs, 6 rue Labrouste, 75015 Paris.

Cette édition est publiée en accord avec Polity Press Ltd., Cambridge.

www.edition-hermann.fr

ISBN : 979 | 0370 4842 4

Toute reproduction ou représentation de cet ouvrage, intégrale ou partielle, serait illicite sans l'autorisation de l'éditeur et constituerait une contrefaçon. Les cas strictement limités à l'usage privé ou de citation sont régis par la loi du 11 mars 1957.

MARK COECKELBERGH

POURQUOI L'IA FRAGILISE
LA DÉMOCRATIE
ET COMMENT Y REMÉDIER

*Traduit de l'anglais
par Franck Damour et David Doat*

PRÉFACE

La période actuelle est mouvementée pour tous ceux qui s'intéressent à l'éthique et à la politique de l'intelligence artificielle (IA). Au moment où je mets la touche finale à ce manuscrit, on assiste à l'essor des grands modèles linguistiques de génération de texte (depuis novembre 2022) ; des affirmations extravagantes ont été avancées par des PDG du secteur technologique et les « experts » qui les inspirent quant à l'impact prétendument catastrophique de l'IA sur le monde ; et en juin 2023, le Parlement européen a adopté la loi sur l'IA, présentée comme la première réglementation complète au monde en matière d'IA. Qu'est-il réellement en train de se produire ? L'IA est-elle une menace pour le monde ? Et quelles seront les conséquences d'une législation de l'IA ? Les spécialistes de l'éthique de l'IA sont très sollicités. Les débats publics sur l'IA se multiplient partout. L'IA devient l'objet d'une lutte géopolitique. Des PDG du secteur technologique tels que Sam Altman parviennent à dominer le débat public. Ils font ouvertement pression et sont reçus à la Maison-Blanche ainsi que par les chefs d'État européens. On affirme aux citoyens et aux gouvernements qu'il est nécessaire de développer l'IA rapidement, sinon d'autres nous devanceront. On nous explique comment et dans quelle mesure l'IA doit être réglementée. Dans le même temps, on nous dit qu'elle pourrait avoir des effets catastrophiques et que nous devrions suspendre son développement. Les choses évoluent rapidement et le chœur de ceux qui vantent les mérites ou prédisent la fin du monde à cause de l'IA grossit, souvent amplifié par les médias.

Au milieu de cette agitation, généralement alimentée par des objectifs politiques précis, les voix de ceux qui analysent calmement et systématiquement l'impact de l'IA sur la société restent souvent inaudibles. Mais ce travail est essentiel si nous voulons saisir les opportunités offertes par cette technologie et l'utiliser de manière responsable. En se concentrant sur l'influence qu'exerce l'IA sur la démocratie, cet ouvrage aborde la politique de l'IA en la replaçant dans un contexte intellectuel plus large et propose une voie à suivre. Il traite bien sûr de l'IA, mais il traite aussi et surtout de démocratie. Il aborde les questions de la vulnérabilité et de la résilience de nos formes actuelles de démocratie face à de puissantes forces technologiques et antidémocratiques. Il s'interroge sur le type de démocratie et de société que nous souhaitons, et sur le genre de monde que nous voulons laisser aux générations futures. Nous contenterons-nous de la situation actuelle, ou allons-nous tenter de faire en sorte que les technologies de pointe nous aident à œuvrer pour le bien commun ? C'est cela – et non les intérêts à court terme des entreprises ou les fantasmes de science-fiction au sujet d'une IA détruisant la civilisation – qui devrait être en jeu lorsque nous discutons de notre avenir technologique commun.

Kyoto, le 21 juin 2023¹.

1. Note des traducteurs : nous n'avons pas tenu à actualiser le texte. Il a été écrit dans un contexte particulier qu'il nous a paru important de respecter. Toutefois, il est frappant de constater que les évolutions de l'IA depuis 2023 n'invalident pas les questionnements, analyses et propositions de l'auteur.

INTRODUCTION

Un spectre hante aujourd'hui le monde politique – un spectre laid et dangereux : l'autoritarisme. Partout, les démocraties sont menacées, y compris en Occident. Alors qu'à la fin des années 1990 le monde connaissait encore une vague de démocratisation, de nombreuses tendances antidémocratiques se manifestent désormais, entraînant parfois une dérive vers l'autoritarisme. Un rapport publié en 2021 montre que les dictatures progressent à l'échelle mondiale. La polarisation s'aggrave, les menaces contre la liberté d'expression augmentent de manière spectaculaire, et 70 % de la population mondiale vit aujourd'hui sous un régime autocratique, contre 49 % en 2011². Les démocraties occidentales ne sont pas immunisées contre cette évolution. Certains évoquent l'émergence d'un nouvel ordre mondial, dominé par des puissances cherchant à détruire l'ordre international mis en place après la Seconde Guerre mondiale, tandis que les États-Unis sombrent dans la polarisation et la décadence³. L'Europe, elle aussi, voit émerger des tendances autoritaires avec la montée de la droite radicale en Hongrie, en Pologne, en Serbie. En septembre 2022, un parti nationaliste suédois d'extrême droite a obtenu plus de 20 % des voix. Le Royaume-Uni, après l'arrivée au pouvoir de populistes puis de conservateurs ultralibéraux, est devenu politiquement et financièrement

2. *Democracy Report 2022*, V-Dem Institute. <https://www.v-dem.net/documents/19/dr_2022_ipyOpLP.pdf>.

3. S. Erlanger, « Democracy under Siege from Autocrats, Social Media and Its Own Failures », *New York Times*, 27 mai 2022.

instable. La même année, les populistes d'extrême droite ont remporté les élections en Italie, et leur dirigeante, Giorgia Meloni, est devenue Première ministre. Comme l'Histoire l'a montré, des dirigeants antidémocratiques peuvent accéder au pouvoir par des élections démocratiques, pour ensuite affaiblir, voire abolir, la démocratie elle-même.

Les technologies numériques, notamment l'intelligence artificielle (IA), offrent de nombreux bénéfices et opportunités pour la société. Mais elles semblent aussi jouer un rôle dans l'érosion des démocraties et dans la montée ou le maintien de régimes autoritaires et totalitaires. On reproche déjà aux réseaux sociaux d'avoir contribué à la déstabilisation des démocraties en détruisant la vérité et en accentuant la polarisation ; l'IA ne fait pas mieux. Aujourd'hui, les récits autour de l'IA sont souvent des récits de manipulation, de polarisation, de discrimination, de surveillance, de pouvoir et de répression.

Même si l'avènement de l'autoritarisme n'est pas imminent, les risques pour la démocratie sont bien réels. Les gouvernements et les organisations internationales s'en inquiètent. L'administration Biden avait alerté en son temps sur les dangers que l'IA faisait peser sur la démocratie, en reconnaissant les limites du pouvoir exécutif pour réguler cette technologie⁴. La Commission européenne a publié un rapport alarmant sur les menaces que représentent les technologies numériques – désinformation, manipulation, surveillance, pouvoir croissant des acteurs commerciaux qui fixent l'agenda de notre avenir numérique⁵. Et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a

4. <<https://www.wsj.com/articles/white-house-warns-of-risks-as-ai-use-takes-off-d4cc217f>>.

5. Le site <<https://euraxess.ec.europa.eu/worldwide/africa/news/democracy-peril-commissions-ethics-group-stresses-need-and-ways-deepen>> fait référence à un récent rapport sur la démocratie à l'âge digital par le Groupe européen d'éthique dans les sciences et les nouvelles technologies (2023).

mis en garde contre l'impact de l'IA sur les droits fondamentaux, l'État de droit et la démocratie⁶. En d'autres termes, l'IA est désormais perçue comme un problème – et plus précisément comme un problème pour la démocratie.

Pensons au scandale Cambridge Analytica, impliquant la manipulation d'électeurs grâce à l'exploitation massive de données⁷. Des millions de données issues de Facebook ont été collectées sans le consentement des utilisateurs, puis utilisées pour des campagnes de communication politique⁸. La montée en puissance du mouvement conspirationniste d'extrême droite QAnon aux États-Unis, qui a largement conduit à l'assaut violent du Capitole, en est un exemple frappant. Nous risquons d'être enfermés dans nos bulles et chambres d'écho, assiégés par des algorithmes qui cherchent à nous influencer et à nous dresser les uns contre les autres.

Le programme ChatGPT, basé sur un modèle de langage devenu à la fois populaire et controversé, a lui aussi été associé à la menace d'un ébranlement de la démocratie. Certains craignent que l'IA ne devienne incontrôlable et ne prenne part à la décision politique⁹. Ce scénario relève peut-être encore de la science-fiction, mais une inquiétude plus immédiate concerne l'usage de l'IA pour influencer les décisions politiques. Elle peut, par exemple, devenir un instrument de lobbying automatisé : générer à grande échelle des tribunes, des lettres à la presse, des commentaires sur les réseaux sociaux, ou cibler des responsables

6. <<https://www.npr.org/2021/09/16/1037902314/the-u-n-warns-that-ai-can-pose-a-threat-to-human-rights>>.

7. C. Cadwalladr et E. Graham-Harrison, « Revealed: 50 Million Facebook Profiles Harvested for Cambridge Analytica in Major Data Breach », *The Guardian*, 17 mars 2018.

8. R. E. Smith, « My Social Media Feeds Look Different from Yours and It's Driving Political Polarization », *USA Today*, 2 septembre 2019.

9. Voir, par exemple, M. Risse, *Political Theory of the Digital Age*, Cambridge University Press, 2023, ou encore l'appel d'experts publié en 2023 par *La Tribune*, qui demandent une pause dans le développement de l'IA.

politiques et d'autres acteurs influents – le tout avec une vitesse fulgurante et à une échelle mondiale. Cela pourrait significativement influencer l'élaboration des politiques publiques¹⁰. Elle peut aussi être utilisée pour diffuser de la propagande et altérer ainsi des processus électoraux.

Mais l'IA n'est pas seulement utilisée pour conquérir le pouvoir ; elle joue un rôle de plus en plus important dans les institutions de gouvernance existantes. Là aussi, l'IA apparaît sous un jour défavorable. Un système de surveillance automatisée des aides sociales mis en place aux Pays-Bas a été suspendu par la justice pour violation des droits humains et atteinte à la vie privée – une pratique qualifiée de « surveillance des pauvres¹¹ ». En Autriche, une vive controverse a éclaté à propos du système de profilage algorithmique des demandeurs d'emploi mis en place par le Service public de l'emploi (AMS), accusé de discriminer injustement certaines catégories de candidats¹². La prise de décision judiciaire assistée par l'IA a elle aussi été critiquée pour ses biais. Aux États-Unis, l'algorithme COMPAS, utilisé par les services de probation et de réinsertion pour évaluer les risques de récidive, a été jugé biaisé à l'encontre des accusés noirs : un rapport a soutenu que « les prévenus noirs étaient bien plus susceptibles que les prévenus blancs d'être évalués à tort comme présentant un risque élevé de récidive¹³ ».

Parallèlement, les gouvernements autoritaires ont massivement adopté l'IA. Les médias occidentaux ont révélé

10. N. E. Sanders et B. Schneier, « How ChatGPT Hijacks Democracy », *New York Times*, 15 janvier 2023.

11. J. Henley et R. Booth, « Welfare Surveillance System Violates Human Rights, Dutch Court Rules », *The Guardian*, 5 février 2020.

12. D. Allhutter, F. Cech, F. Fischer, G. Grill, et A. Mager, « Algorithmic Profiling of Job Seekers in Austria: How Austerity Politics are Made Effective », *Frontiers in Big Data*, 2020, 3(5).

13. J. Larsen, S. Mattu, L. Kirchner, et J. Angwin, « How We Analyzed the COMPAS Recidivism Algorithm », *ProPublica*, 23 mai 2016.

que la Chine recourt à l'IA à des fins de surveillance et de répression. Selon le *New York Times*, les citoyens chinois sont placés sous une surveillance constante : leurs téléphones sont suivis, leurs achats contrôlés, leurs conversations censurées. Des technologies de police prédictive sont utilisées non seulement pour prévoir la criminalité, mais aussi pour réprimer les minorités ethniques et les travailleurs migrants¹⁴. L'organisation Human Rights Watch affirme que le gouvernement chinois collecte une grande quantité de données personnelles et utilise des algorithmes pour signaler les individus considérés comme potentiellement menaçants. Selon elle, ces pratiques ont conduit à des restrictions de la liberté d'expression et de la liberté de circulation, et certaines personnes sont envoyées dans des camps de « rééducation politique¹⁵ ».

Pourtant, l'usage de ces technologies de surveillance ne se limite pas aux régimes autoritaires. Développées ou fournies par la Chine, mais aussi par les États-Unis, la France, l'Allemagne, Israël ou le Japon, elles se diffusent dans le monde entier – y compris dans les démocraties. Selon l'indice AIGS (*AI Global Surveillance Index*) du Carnegie Endowment, plus de la moitié des démocraties avancées utilisent désormais des systèmes de surveillance basés sur l'IA¹⁶. Même dans des États de droit, le risque d'un usage répressif existe. En 2020, le président d'extrême droite du Brésil, Jair Bolsonaro, a été accusé de « techno-autoritarisme » pour avoir mis en place une infrastructure massive de collecte et de surveillance des

14. P. Mozur, M. Xiao, et J. Liu, « “An Invisible Cage”: How China is Policing the Future », *The New York Times*, 25 juin 2022.

15. « China's Algorithms of Repression » (2019). Human Rights Watch. <<https://www.hrw.org/report/2019/05/01/chinas-algorithms-repression/reverse-engineering-xinjiang-police-mass>>.

16. S. Feldstein, « The Global Expansion of AI Surveillance », *Carnegie Endowment for International Peace*, 17 septembre 2019.

données. Cette infrastructure comprenait notamment le Registre de base du citoyen (*Citizen's Basic Register*), un système centralisé réunissant de nombreuses informations personnelles, allant des dossiers médicaux aux données biométriques¹⁷. Et même en Europe ou aux États-Unis, la pandémie de Covid-19 a permis d'utiliser l'IA et d'autres technologies numériques pour renforcer les dispositifs de régulation, de surveillance et de contrôle social. Par exemple, le Minnesota a utilisé le traçage numérique pour identifier des manifestants après la mort de George Floyd¹⁸, tandis que l'IA a été largement employée pour renforcer le contrôle des mobilités.

Alors que se profilent de nouvelles formes d'autoritarisme et de totalitarisme appuyées sur des technologies numériques, il est urgent de réfléchir à la relation entre IA et démocratie, et de reformuler, dans le contexte technologique contemporain, la question posée jadis par Hannah Arendt dans *Les Origines du totalitarisme*, nonobstant les différences de contexte historique¹⁹ : la démocratie est-elle de nouveau menacée, et les conditions d'émergence du totalitarisme sont-elles en train de se reconstituer aujourd'hui ? Dans quelle mesure les technologies numériques contribuent-elles à ces conditions ? L'IA mine-t-elle la démocratie et prépare-t-elle de nouvelles formes d'autoritarisme ou de « totalitarisme numérique²⁰ » ? Si oui, comment cela

17. R. Kemeny, « Brazil is Sliding into Techno-authoritarianism », *MIT Technology Review*, 19 août 2020.

18. A. Meek, « Minnesota is Now Using Contact Tracing to Track Protestors, as Demonstrations Escalate », *BGR*, 30 mai 2020.

19. H. Arendt, *The Origins of Totalitarianism*, Penguin, 2017 [1951].

20. Par « autoritarisme numérique et totalitarisme numérique », j'entends des systèmes d'organisation sociale et, plus largement, de contrôle, qui reposent sur des technologies numériques pour soumettre les individus à une autorité (autoritarisme) et pour exercer un contrôle total sur eux (totalitarisme). Une telle emprise peut être le fait des gouvernements, mais aussi d'acteurs privés. Toutefois, l'objectif principal de ce livre n'est pas

se produit-il, et que pouvons-nous faire pour y remédier? Plus largement encore : quel est l'impact de l'IA sur la démocratie? L'IA est-elle bonne pour la démocratie, et si ce n'est pas le cas, que pouvons-nous faire pour l'améliorer? Comment pouvons-nous nous assurer qu'elle reste du côté de la démocratie?

Ce livre entend apporter des réponses à ces questions. Il soutient que l'intelligence artificielle, telle qu'elle est actuellement conçue et utilisée, mine les principes fondamentaux et les bases de connaissances sur lesquels reposent nos démocraties, et qu'elle ne contribue pas au bien commun. Après avoir replacé la question dans son contexte historique et l'avoir analysée à la lumière des théories de la démocratie en philosophie politique, cet ouvrage propose une lecture des principaux risques que l'IA fait courir à celle-ci. Il montre que l'IA n'est pas politiquement neutre : elle façonne aujourd'hui nos systèmes politiques d'une manière qui menace la démocratie et renforce les tendances anti-démocratiques, en sapant les principes démocratiques, en érodant le savoir et la confiance nécessaires à leur maintien, et en favorisant l'intérêt de quelques-uns au détriment du bien de tous.

Mais l'ouvrage indique également une voie de sortie. Il plaide pour une pleine reconnaissance du caractère politique de l'IA ; il souligne la nécessité d'une délibération publique et d'un leadership capable d'orienter à la fois nos institutions politiques et la technologie elle-même dans une direction plus démocratique. L'IA doit être rendue moins nuisible à la démocratie et, de préférence, mise à son service. Cela exige de la (re-)configurer dès sa conception

d'établir ni d'exploiter ce concept académique, mais d'examiner comment l'IA risque de saper la démocratie – souvent par des voies qui ne conduisent pas nécessairement à l'autoritarisme ou au totalitarisme – et ce qu'il est possible de faire à ce sujet.

et de l'intégrer de manière à soutenir, plutôt qu'à ébranler, notre système politique actuel. L'auteur soutient qu'un tel changement, qu'il s'agisse d'un sursaut politique ou d'un développement technologique démocratique, ne peut réussir qu'à condition de s'appuyer sur un fondement politique et épistémique adéquat. Un tel fondement peut être établi en cultivant une culture et une éducation inspirées de la Renaissance, de l'humanisme, du républicanisme²¹ et des Lumières – et, plus largement, en favorisant un savoir et une expérience partagés. L'auteur soutient qu'en définitive, la démocratie, et l'IA au service de la démocratie, dépendent de la poursuite et de la promotion du bien commun, de la communication et de la construction d'un monde (encore plus) commun. L'IA et les technologies numériques peuvent et doivent soutenir ce projet, plutôt que l'entraver.

Voici un rapide aperçu du parcours proposé par ce livre.

Il est évident que l'IA présente de sérieux risques pour la démocratie, et ces risques doivent être mieux compris.

21. Note des traducteurs : en philosophie politique, le terme « républicanisme » désigne une tradition normative de pensée sur la démocratie et la liberté. Ses sources d'inspiration lointaines remontent à l'Antiquité grecque et romaine, notamment Aristote et Cicéron ; elles furent reprises et réélaborées à la Renaissance, (par exemple chez Machiavel) et à l'époque moderne (notamment par Rousseau). Cette tradition insiste sur l'idée que la liberté politique suppose que les citoyens prennent part à la vie publique et considèrent la politique comme une affaire commune (*res publica*) orientée vers le bien commun. Dans l'une des traditions contemporaines les plus influentes du républicanisme, développée notamment par Philip Pettit, la liberté est définie comme « non-domination » : être libre ne signifie pas seulement ne pas subir d'interférence, mais aussi ne pas être exposé au pouvoir arbitraire d'autrui, même si ce pouvoir n'est pas effectivement exercé. Dans cette perspective, le républicanisme met l'accent à la fois sur la participation civique et la délibération publique, et sur l'existence d'institutions démocratiques (État de droit, séparation des pouvoirs, procédures de contrôle et de contestation, etc.) qui permettent aux citoyens de surveiller le pouvoir et contribuer à l'organisation et la gouvernance de la société civile.

Après avoir adopté une perspective historique sur la relation entre technologie et démocratie (chapitre II), il s'agit de montrer que les nouvelles technologies ont souvent conduit à davantage de centralisation, tout en soulignant qu'il n'existe pas de déterminisme dans l'influence de la technologie sur la politique. Le chapitre III analyse les deux concepts centraux en question : qu'entendons-nous par « intelligence artificielle » et – question essentielle pour cette enquête – qu'entendons-nous par « démocratie » ? Relier les discussions sur l'IA à la philosophie politique est nécessaire, puisque la notion de démocratie est loin d'être claire et incontestée. Quant à ma propre position, je me distancie des définitions de la démocratie en termes de droit de vote et plaide pour des conceptions plus riches : je soutiens que les idéaux de démocratie délibérative, participative et républicaine doivent nous guider dans la discussion sur le problème de l'IA et de la démocratie.

Les chapitres suivants se concentrent sur la manière dont l'IA, telle qu'elle est actuellement utilisée et développée, met en danger la démocratie : je montre comment l'IA affecte les principes fondamentaux du libéralisme démocratique et du républicanisme – tels que la liberté, l'égalité, la fraternité, l'État de droit et la tolérance – d'une manière qui les sape, menaçant ainsi la démocratie libérale et ouvrant potentiellement la voie à l'autoritarisme et au totalitarisme (chapitre IV). Dans la lignée d'Hannah Arendt et en lien avec les travaux contemporains sur l'éthique et la politique des technologies numériques, je montre aussi (chapitre V) comment l'usage de l'IA risque d'éroder la base du savoir et de confiance de la démocratie, en créant des asymétries de pouvoir, par la manipulation, par l'érosion de la distinction entre ce qui est réel et ce qui est faux, et par la formation de bulles épistémiques. En fin de compte, l'IA pourrait même détruire la confiance entre citoyens et menacer notre image de nous-mêmes comme sujets politiques autonomes – une image que nous avons construite depuis les Lumières.

Mais il n'est pas nécessaire de verser dans le catastrophisme. Ce livre n'est ni pessimiste ni anti-technologique, et il rejette les visions technodéterministes selon lesquelles les développements sociotechniques seraient autonomes et hors de portée de l'action humaine : il est encore temps d'intervenir et d'améliorer les choses. Après cette analyse des problèmes, j'examine comment nous pouvons y remédier et explore des approches constructives. Comment rendre la démocratie plus résiliente face à l'IA ? Et, plus positivement encore, que peut faire l'IA pour la démocratie ? Dans les derniers chapitres – qu'on pourrait appeler mon manifeste pour une « technodémocratie » ou une « IA démocratique » –, je soutiens que nous devons non seulement changer nos institutions politiques et réglementer l'IA pour renforcer la démocratie, mais aussi rendre l'IA elle-même plus démocratique. La technologie ne doit pas être prise comme une donnée figée : nous pouvons la transformer. Le développement de l'IA doit être démocratisé. Au chapitre VI, je soutiens que cela requiert des changements au niveau du développement technologique et de son ancrage dans des institutions politiques démocratiques. Cependant, au chapitre VII, j'insiste sur le fait que le projet d'une IA démocratique ne consiste pas seulement à rendre l'IA plus démocratique et à la prémunir contre le totalitarisme, mais aussi – de manière plus constructive – à créer une IA pour la démocratie. Comment créer une IA qui soutienne, plutôt qu'elle n'affaiblisse, la démocratie ? Je discute brièvement certains travaux qui tentent de le faire.

Pour finir, j'arrive à la conclusion que redessiner nos technologies et réformer nos institutions politiques démocratiques n'est pas une solution suffisante. Je soutiens que le projet d'une IA démocratique ne peut réussir que s'il est ancré dans un nouvel environnement culturel et éducatif : un renouveau de notre culture politique requiert une nouvelle Renaissance et un nouvel esprit des Lumières – un renouveau cette fois assisté par les technologies numériques.

De plus, la démocratie (et la politique des technologies elle-même) exige une transformation normative plus profonde. Si nous nous soucions réellement de la démocratie, si nous voulons contrer les tendances antidémocratiques et prévenir l'émergence de l'autoritarisme, nous avons besoin d'une IA et d'autres technologies numériques qui nous aident à réaliser et trouver le bien commun, à communiquer réellement et construire un monde commun.